



Violence d'État à l'encontre des lycéen.nes, la Fédération des Services publics exprime son indignation !

La fédération CGT des services publics tient à exprimer sa plus profonde indignation face à la répression brutale décidée aux plus hauts sommets de l'Etat à l'encontre des lycéen.nes mobilisés contre la réforme du baccalauréat (E3C).

Des bataillons de CRS, de la Brigade anti-criminalité, sur-équipés notamment de LBD ont été déployés devant des dizaines de lycées. Des élèves ont été gazés, brutalisés tout simplement parce qu'ils exprimaient des revendications. Certains, à peine âgés de 16 ans, ont été placés en garde à vue, parfois 48 heures, sans possibilité de contacter leurs parents.

Les élèves ont été contraints de passer des examens, dont ils ne veulent pas, auxquels ils ne sont pas préparés, sous le contrôle armé de la police !

Dans les lycées, les personnels administratifs et techniques ont été choqués par ces intrusions inadmissibles. La fédération CGT des services publics les assure de tout son soutien.

Les lycéens se mobilisent depuis des semaines, avec leurs enseignants, avec le soutien de leurs parents pour exprimer leurs inquiétudes, leur rejet de la réforme du baccalauréat, pour défendre leur avenir. La seule réponse du ministre de l'Education nationale, Jean-Michel Blanquer, c'est réprimer et punir. Le ministre Blanquer, dans la droite ligne du gouvernement, porte l'entière responsabilité de cette violence inouïe et de ses conséquences.

La Fédération CGT des Services publics assure les lycéen.nes, et les enseignants mobilisés contre la réforme du bac, ainsi que les personnels des lycées, de son entière solidarité.

Montreuil, le 10 février 2020